

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19596 - 76ÈME ANNÉE

Conséquence de la révolution technologique et de l'état de pauvreté de la société réunionnaise

Nickel : 50.000 Réunionnais clients d'une banque conçue pour les pauvres

La révolution technologique et la précarité de la société réunionnaise expliquent le succès d'un nouveau genre de banque sans agence et gérée par un opérateur téléphonique : Nickel. 50.000 Réunionnais sont client d'un service de paiement qui fonctionne comme un compte bancaire à une exception près : le découvert est interdit. Nickel est l'illustration d'un service conçu pour les pays en développement, et qui ne pourra que rencontrer un succès croissant dans notre île compte tenu de la précarité de la population réunionnaise.

A La Réunion, 50.000 personnes sont clientes d'une banque sans agence : Nickel. Dans notre île, la distribution de ce service est assuré en exclusivité par un opérateur de télécommunication, Zeop. Les ouvertures de compte s'effectuent dans 45 points de vente chez des commerçants, notamment des buralistes.

Dans une communication à la Commission des Finances en date de juin 2017, intitulée « Les politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et la prévention du surendettement », ce service était présenté de la manière suivante :

« La Financière des Paiements électroniques, établissement de paiement dont 95 % du capital a récemment été racheté par BNP

**ON A TOUS BESOIN
D'UNE BANQUE
D'UN COMPTE**

1 COMPTE 1 CARTE 1 RIB EN 5 MINUTES

Ouvrez votre compte

REVENEZ À L'ESSENTIEL

PAYER ET ETRE PAYÉ
Un compte ouvert à tous en toute simplicité avec une carte bancaire Mastercard et un RIB nominatif.

SANS MAUVAISE SURPRISE
Pas de frais cachés, pas d'agios et pas de découvert. C'est 20€ par an et nos tarifs tiennent en quelques lignes.

NICKEL
1234 5678 9012 3456

Paribas, propose, depuis février 2014, un service de compte de paiement, appelé Compte-Nickel, qui permet à chacun de disposer d'un compte, d'un relevé d'identité bancaire (RIB) et d'une carte de paiement Mastercard à autorisation systématique. Ces comptes sont censés s'ouvrir, très rapidement, dans un bureau de tabac : le client obtient immédiatement un RIB qui lui permet de domicilier des revenus et des prélèvements et une carte à autorisation systématique en contrepartie d'une cotisation annuelle (de 20 euros) et de frais sur certaines opérations (retrait ou dépôt d'espèces chez un buraliste, retrait d'espèces dans un distributeur, saisie sur compte, rejets de prélèvements

au-delà du troisième rejet dans le mois, etc.). L'alimentation du compte se fait par virement ou dépôt en liquide. Aucun découvert n'est autorisé et le suivi du compte se fait en temps réel : chaque opération ou tentative d'opération génère un SMS qui la récapitule et donne le nouveau solde du compte »

Nickel n'est donc pas une banque au sens classique du terme. C'est un service de compte de paiement, « Établissements qui ne sont pas des établissements de crédit et qui fournissent à titre habituel des services de paiement (services permettant de verser ou retirer des espèces sur un compte de paiement, exécu-

tion de paiements par carte, virements et prélèvements, etc.). », précise la communication au Sénat.

« L'ouverture de comptes bancaires en ligne ou de comptes de paiement auprès de prestataires de proximité peut ainsi apparaître plus simple que de mettre en œuvre la procédure du droit au compte et le mode de fonctionnement de certains de ces comptes peut s'avérer un cadre plus sécurisant pour les personnes rencontrant des problèmes de trésorerie et des difficultés de gestion qu'un compte bancaire, sur lequel les dysfonctionnements se traduisent par la perception d'agios et de commissions d'intervention, dont le montant, même plafonné dans le cadre de l'offre spécifique, peut se révéler très élevé. Une enquête menée auprès de 41 000 clients du compte Nickel démontre ainsi que « l'absence de frais cachés » constitue une des trois principales raisons de souscription ».

Les opérateurs télécom comblent un vide

Nickel n'est pas un cas isolé dans notre région. A Madagascar, à peine 10 % de la population a ouvert un compte dans une banque. Ce nombre peut s'expliquer par les frais de gestion relativement important. Les banques y visent les clients solvables, en proposant

des offres destinées aux fonctionnaires notamment.

La majorité utilise donc d'autres solutions. Des opérateurs téléphoniques proposent des services bancaires à l'image de Nickel. Ainsi, quand une personne achète du crédit à un opérateur mobile, c'est comme si elle rechargeait un porte-monnaie situé dans son téléphone. Libre à elle ensuite d'utiliser cette somme pour régler des achats chez des commerçants acceptant d'être payés par un transfert de crédit sur leur téléphone.

Par ailleurs, il est possible de retirer de l'argent chez un commerçant en lui transférant du crédit. Les factures d'eau et d'électricité peuvent être payées sous cette forme.

Il est à noter que depuis le début de l'épidémie de coronavirus à Madagascar, plusieurs milliers de personnes ont perçu une aide d'urgence directement sur leur téléphone. Par ailleurs, un partenariat entre l'État et la Poste de Madagascar permet aux fonctionnaires situés dans des endroits isolés de percevoir leur salaire sous cette forme.

Ces comptes de banque mobile offrent donc les mêmes prestations que Nickel, la carte bancaire étant remplacée par le téléphone pour effectuer des paiements dématérialisés. Pour chaque opération, l'opérateur touche une commission.

Pour les pays en développement

Nickel apparaît donc comme une solution imaginée pour des pays en développement, où l'accès à une banque est réservée à une minorité, celle qui peut compter sur un salaire régulier payé chaque mois.

Le succès de cette formule à La Réunion confirme aussi l'existence d'une grande précarité. Ici, pas de coûts cachés et pas de droit au découvert : l'endettement n'est pas permis.

Elle souligne aussi combien la révolution technologique change de nombreux secteurs, et les opérateurs de télécommunication sont devenus de fait non seulement des fournisseurs de contenu audiovisuel concurrençant la télévision, mais aussi des banques. Désormais, les banques classiques sont face à une concurrence nouvelle, et elles sont amenées elles aussi à développer des offres analogues.

M.M.

In kozman pou la rout

« Dolo trankil, i krèz la montagn »

Mésyé zé Médam, koz èk moin sé koz èk in kouyon, mé o pyé d'lo mir i oi lo vré mason. Mézami, souvan dé foi ni sava la foré é ni antann in pti brui d'lo. In rien ditou. In tchitt ! tchitt ! tchitt ! Ni kass pa la tête pou sa. Sof k'in zour, pti ruisso i fé gran rivyèr é néna in débouli dann la montagn avèk in kaskad i zayi toudinkou. Dolo la mète lo tan mé o boudikont li la iz la montagn bien konm k'i fo. Kosa sa i vé dir ? Sinploman ké lé tro tar kan i oi lo déga. La vi an sosyété lé parèye : ou néna konm linprésyon in pti kozman, in pti lidé, mil foi répété, par bann milyé d'moun i fé pa arien é oila k'afors répété toulmoun i fini par kroir é sé konmsa souvan défoi, i shanj in sosyété. Dousman, dousman, oté ! Alé mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

Edito

Assassinats de leaders sociaux en Colombie

Dans le silence mondial le plus total se multiplient depuis de nombreuses années en Colombie, et d'autant plus depuis début de l'année les meurtres de militants, qu'il s'agisse de dirigeants politiques, de militants pour les Droits de l'Homme, de féministes, de paysans, de simples citoyens activistes, des militants des peuples autochtones, etc.

Ils et elles sont ainsi 971 à avoir été assassinés depuis 2016, dont 166 cette année en date du 15 juillet.

Il est important de noter qu'en 2016 des accords de paix avaient été signés entre les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC-EP) et le gouvernement afin de mettre fin à un conflit les ayant opposés pendant près de 50 ans et ayant fait des milliers de victimes.

Les ex-combattants, militants progressistes se battant pour de nombreuses causes en faveur des droits humains dans le pays depuis le début du conflit se sont donc retrouvés dans différentes organisations afin de pouvoir continuer à mener leur combat de façon légale pour une vie digne et la justice sociale pour toutes et tous en Colombie.

Il a également été constitué un nouveau parti politique, communiste et bolivariste, la Force Alternative Révolutionnaire Commune (FARC), qui agit depuis 2017 pour le progrès social dans les différentes régions de Colombie.

Pourtant, ces accords de paix ne semblent pas être respectés par le gouvernement, étant donné que, comme indiqué auparavant, les meurtres de militants ne cessent de se multiplier. Les coupables ne sont pas recherchés. Ils sont ainsi, depuis 2016 seulement 37% à avoir

été identifiés (la majorité étant des paramilitaires proches du gouvernement), tandis que les autres coupables n'ont visiblement aucun intérêt pour le gouvernement à être retrouvés.

C'est devant cette recrudescence de violence envers les militants des mouvements sociaux que s'est constituée la Marche pour la Dignité en Colombie, constituée de 40 organisations (politiques, culturelles, syndicales, étudiantes, paysannes et représentants des différents peuples) partie des différentes régions le 25 juin et qui a convergé pour arriver la semaine dernière à Bogota. Elle avait pour but d'exiger du gouvernement des mesures de protections fortes envers les militants.

Toutefois, constatant la répression dont elle est victime, la Marche pour la Dignité en Colombie appelle dorénavant à une mobilisation permanente contre le gouvernement, considéré comme proche des narcotrafiquants, et donc des assassins des militants progressistes.

Il est assez ironique de voir que les Etats menant des politiques progressistes en Amérique sont diabolisés, comme le Venezuela ou Cuba, alors que des événements gravissimes tels que ceux-ci se passent tous les jours et sont complètement ignorés par les médias occidentaux. On peut certainement se douter que la proximité du gouvernement colombien et des puissances capitalistes occidentales y est sans doute est pour quelque chose. Comme toujours l'indignation ne va que dans un sens, celle profitant aux capitalistes qui en en retour accuse le camp des progressistes de toutes les horreurs possibles.

Mathieu Raffini

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

In zistoir pou rakont dsi galé - katriyèm morso

Lo Ronar doré-in zistoir tiré dann bann kont Perrault

Zistoir mi rakont azot, sé listoir d'in éritaz. Troi garson la gingn kaziman arien avèk zot papa kan li la lèw lo kan pou alé l'ot koté : inn la gingn in kok, l'ot la gingn in shate, lo troizyèm la gingn in pyé sriz kotlé. Lo dé promyé la vni rish konm nou la vi dann zoinal dopi inn-dé mèrkrodi épi inn-dé samdi. Nou la vi koman zot la bien négosyé zot l'éritaz épi zot la vni rish a milyon. I rès solman lo troizyèm garson, sak la gingn in pyé sriz é zordi ni sava komans oir kosa li la fé avèk sa.

L'avé inn foi, pou nn bone foi, méyé lo foi, la manz son foi avèk in grinnsèl. Donk lo troizyèm garson na poinn zidé pou négosyé zon l'éritaz. Sèl zafèr li koné fèr sé mont dsi son pyé d'sriz épi kass ban frui pou li manzé. In atin, i la konm anvî rafrèshi son boush. Donk li mont dsi lo pyé d'boi épi li komana manzé. In ronar i ariv sou lo pyé épi i domann ali : « é pti bononm kosa ou I fé an - la? ». Lo pti bononm i réponn : « Ou i oi pa moin l'aprè manj sriz ? ou i pans sa i arnj ré out boush aou osi ? ». Ronar i di oui, é lo marmaye i kass in bon pti pé sriz pou lo zanimo. Apré li dsann li done sa Ronar. Sète-la i manz in pé apré li anbal lo frui dan in gran fèye éoi li sava. Lo marmaye i trouv bizar sak Ronar i fé, mé li kass a plis la tête ké sa pou sète afèr-la.

Kriké ! Kraké ! Kriké Méyé ! Kraké Madam !

Mézami, zot i koné ronar la sa in zanimo monstré sa, in zanimo malin vèye pa koman. Kèl sé son lidé dann son tête, d'aprè zot. Par l'fète li vé rékonpans lo marmaye la done ali sriz é oila koman li sava fé.

Dann landroi l'avé in ségnèr. Ségnèr-la té i rès dann in shato é li lété rish vèye pa koman. Avèk son paké bien antortiyé dann fèye, li sava ziska la port lo shato. Li ral dsi in léspèss klosh é bana i rouv la port pou li. In gardien i domann ali : « Kosa ou i vé, zanimo d'malèr ? ». Ronar i réponn li l'amenn sriz pou lo ségnèr. L'èr-la i lés sali rantré épi li sava port sroiz pou lo ségnèr. Ségnèr i trouv sa bon éli domann : « Ousa ou la gingn sa ou ? ». Ronar i réponn : « Sé mon mètre, lo marki dé Karaba k'i anvoye amoin aport sa pou ou ! ». Lo ségnèr kontan i done in pti paké pyèss l'or pou lo marki é Ronar i sava amenn lo kado pou lo marmaye. Lo marmaye i romèrsyé Ronar pou sak li la gagné avèk lo ségnèr.

Ronar lé flté é li désid ou de bon ède lo jenn marmaye pou vréman, pars pou li marmaye-la i mérite pou vréman k'i ède ali.

Katriyèm morso lé tèrminé - Mé listoir la pankor fini. Li va pass dann zoinal mèrkrodi 29 zilyé-épi samdi 2 aout sar lo sinkyèm morso

Justin